



Le Premier ministre polonais ne croit pas à un super-Etat

Par [Philippe Rosenthal](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 29 décembre 2022

[Observateur continental](#) 27 décembre 2022

Coup de semonce en provenance de la Pologne. Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, déclare que la Pologne va changer l'UE. Pour cela, il fait appel à la Première ministre italienne, Giorgia Meloni. Une alliance polono-italienne est en train de prendre forme comme base d'une nouvelle politique pour l'Europe.

L'Union des patries contre l'UE. Le quotidien italien, *La Stampa*, [cite](#) dans un entretien le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki. Celui-ci a lancé: «Nous ne croyons pas à un super-Etat à 27, mais au retour de l'Union des patries». Parlant de l'Italie, Mateusz Morawiecki explique qu'elle «s'en sort bien avec les migrants», car «ceux qui entrent illégalement sont rejetés».

Le média polonais, *Do Rzeczy*, [rapporte](#) que la Première ministre italienne se réfère dans ses déclarations assez souvent à la politique menée par le gouvernement polonais (PiS) en la plaçant comme modèle et exemple. *Do Rzeczy* rappelle que Giorgia Meloni parle, également, de la nécessité pour les partis conservateurs européens de travailler ensemble. Elle a, récemment, [déclaré](#): «Nous transformerons les idées en politique gouvernementale concrète, comme le font déjà nos amis de la République tchèque et de Pologne».

Coopération entre la Pologne et l'Italie. Mateusz Morawiecki a expliqué que la Pologne et l'Italie doivent collaborer pour réaliser l'Union des patries en particulier dans le contexte actuel où l'UE est en train de connaître un conflit en Ukraine. «Nous avons le choix entre une véritable solidarité d'Etats égaux ou le modèle d'un super-Etat unique dans lequel les cartes seront finalement distribuées dans quelques-unes des plus grandes capitales, à l'exclusion des autres pays», «les Polonais et les Italiens en ont assez des diktats de la bureaucratie européenne» et «veulent renouveler l'UE», a-t-il martelé.

Lors de sa visite au Parlement européen, après son élection, Giorgia Meloni a [déclaré](#): «La voix de l'Italie en Europe sera forte». Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, titrant, «Giorgia Meloni [déguisée en mouton] à Bruxelles?», a annoncé des «spéculations sur les « alliances » contre l'Allemagne». Après avoir été élue, la Première ministre italienne a clairement annoncé que «l'Italie défendra ses intérêts nationaux». Le *FAZ* a rappelé que la présidente de l'UE, Ursula von der Leyen avait menacé Giorgia Meloni en déclarant que «l'UE dispose des bons « outils » si les directives de l'UE sont violées».

C'est aussi sur ce point que Varsovie et Rome se retrouvent. Les deux pays ont assez de recevoir des menaces ouvertes de la part des élites de Bruxelles et de devoir suivre la politique migratoire extra-européenne voulue par l'UE et encensée par Angela Merkel.

Désintégration du projet européen. Mateusz Morawiecki, qui dénonce les erreurs politiques de l'Allemagne en UE, avertit que «si l'UE devient un simple moyen de satisfaire les ambitions des acteurs les plus forts, elle marginalisera au mieux les Etats les plus faibles et conduira au pire à la désintégration du projet européen». Selon le responsable politique polonais, «nous payons déjà un prix énorme pour les erreurs de la politique allemande en particulier, mais si Berlin devait décider de tout, le prix serait encore plus élevé . Il continue de signaler que «l'UE a été créée pour que les Etats individuels puissent se développer au mieux de leurs possibilités, certains plus rapidement que d'autres, mais en tenant toujours compte de leurs conditions économiques». Enfin, il estime que «les différences ne justifient pas d'ignorer les intérêts des autres Etats membres, encore moins l'indépendance de l'ensemble de la communauté – comme dans le cas du gaz russe bon marché, qui aurait dû être une bénédiction pour l'Allemagne et est devenu une malédiction pour toute l'Europe».

La Pologne et l'Italie ne veulent pas payer les erreurs des responsables politiques qui siègent dans les instances de l'UE.

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca